

Communiqué de soutien à la journée de mobilisation du 29 novembre 2016

POUR LES CITOYENS, L'EMPLOI PUBLIC ET LE STATUT DES FONCTIONNAIRES SONT UNE NECESSITE

L'emploi public est une nécessité pour répondre aux besoins de la population et pour garantir un accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous, dans le respect des principes d'égalité, de solidarité, de proximité et d'unité territoriale.

C'est ce que n'ont cessé de démontrer les participants aux Assises nationales du service public du XXIème siècle des 18 et 19 novembre à Montreuil et **qui sera** développé dans le Manifeste qui va en découler.

L'appel citoyen qui a clos cette initiative incite à multiplier les actions pour faire des services publics « un enjeu sociétal majeur, les rendre plus démocratiques, plus articulés sur les besoins des populations et améliorer les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre au quotidien ».

La Convergence nationale soutient donc l'appel des organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FAFP, FSU et SOLIDAIRES à une journée de mobilisation dans les trois versants de la Fonction Publique le mardi 29 novembre 2016. Il s'agit de revendiquer notamment un renforcement du statut général des fonctionnaires, ce qui représente une garantie tant pour les usagers que pour les personnels, garantie d'égalité de traitement et de solidarité, ainsi que l'octroi des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions publiques dans les trois versants de la Fonction publique. En l'état actuel, les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale sont marqués par l'austérité budgétaire et les amputations de crédits, au détriment de la qualité de l'action publique.

Cette journée doit aussi être une journée d'alerte par rapport aux conséquences qu'auraient les vertigineuses suppressions de postes de la fonction publique que certains candidats à l'élection présidentielle envisagent, tout comme les risques de discriminations totalement contraires aux valeurs du service public (qu'il prétend effrontément défendre !), que sous-tend le projet « bleu marine ».

Les services publics, la fonction publique, doivent évoluer, mais dans un tout autre sens : celui de leur développement et de leur élargissement, avec l'affirmation explicite de leurs missions pour répondre aux enjeux sociétaux et économiques d'aujourd'hui et de demain. **Là est l'intérêt général !!!**